

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marché n° PA_2025-087

**Conception, organisation, mise en œuvre d'expériences immersives et
animation du module de formation « Décision avec le citoyen » dans
le cadre du Cycle des hautes études de service public**

MARCHE DE SERVICES

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales	3
1-1- Forme, décomposition et montant du marché.....	3
1-2- Durée du marché	3
1-3- Réalisation de prestations de services similaires	3
1-4- Sous-Traitance	4
Article 2 - Pièces contractuelles	4
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations.....	4
3-1- Lieu et horaires d'exécution	4
3-2- Délais d'exécution	4
3-3- Modalités de présentation des intervenants	5
3-4- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du pouvoir adjudicateur	5
3-4-1- Report à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	5
3-4-2- Annulation à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	5
Article 4 - Utilisation des résultats et propriété intellectuelle.....	5
Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel 5	
Article 6 - Respect du principe de neutralité et de laïcité.....	6
Article 7 - Prix et règlement	7
7-1- Emission et contenu des bons de commande.....	7
7-2- Forme du prix	7
7-3- Contenu du prix.....	7
7-4- Révision des prix.....	7
7-5- Clause de sauvegarde	8
7-6- Modalités de règlement	8
7-6-1- Périodicité et régime des paiements	8
7-6-2- Présentation des demandes de paiement.....	8
7-6-3- Délais de paiement	9
7-6-4- Intérêts moratoires	9
Article 8 - Clause de réexamen	10
Article 9 - Contrôles de la bonne exécution du marché	10
9-1- Opérations de vérifications.....	10
9-2- Pénalités.....	10
9-2-1- Pénalités de retard.....	11
9-2-2- Pénalités relatives à l'annulation des formations	11
Article 10 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché 11	
Article 11 - Résiliation	11
Article 12 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	11
Article 13 - Litiges et différends.....	11
Article 14 - Dérogations aux documents généraux.....	12

Article 1 - Dispositions générales

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la conception, organisation, mise en œuvre d'expériences immersives et animation du module de formation « Décision avec le citoyen » dans le cadre du Cycle des hautes études de service public.

La description technique des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur appliquera aux quantités réellement exécutées les prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dans la limite du maximum pour la durée du marché de **67 000€ HT**.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

Il ne comporte ni tranche, ni phase, ni lot.

1-2- Durée du marché

Durée initiale : 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 1 reconduction de 12 mois sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité pour une durée maximum de six (6) mois.

Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de vie du marché, à condition que ces bons de commande aient été émis avant l'expiration du marché.

L'exécution des prestations débute à la date de notification de chaque bon de commande.

1-3- Réalisation de prestations de services similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestation de services similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant cumulé de ces prestations similaires ne pourra dépasser 50 % du montant du marché.

1-4- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI).

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé [DC4 \(Déclaration de sous-traitance\)](#). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, et son annexe, le bordereau des prix (BP) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles ;
- le mémoire technique ;
- les bons de commande.

Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

3-1- Lieu et horaires d'exécution

Les prestations auront lieu dans les locaux indiqués par le titulaire et figureront dans le bon de commande.

3-2- Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à intervenir aux dates et horaires indiqués dans les bons de commande et à respecter les délais indiqués dans le présent CCAP, le CCTP et le CCAG – PI.

En cas d'arrêt de travail de leurs intervenants, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de non-respect des dates et horaires ou délais, le titulaire encoure des pénalités, conformément à l'article 9-2 du présent CCAP.

3-3- Modalités de présentation des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite par le titulaire dans son offre. Aussi, le titulaire doit dépêcher la même personne dans la mesure où elle donne satisfaction.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'interlocuteur désigné par le pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant d'en accuser bonne réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Obligation lui est alors faite de désigner un remplaçant et faire valider celui-ci par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG – PI.

A défaut de désignation ou si ce remplaçant est récusé par le pouvoir adjudicateur dans le délai indiqué, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par le CCAG – PI.

3-4- Conditions de report et d'annulation de la formation à l'initiative du pouvoir adjudicateur

3-4-1- Report à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En cas de report de la formation à de nouvelles dates, celles-ci sont fixées d'un commun accord avec le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de reporter une session programmée ayant fait l'objet d'un bon de commande, en cas de survenance de circonstances imprévisibles (ex. : actualité politique ou administrative) à minima 7 jours ouvrés en amont.

Le titulaire, en accord avec le pouvoir adjudicateur, doit proposer, dans un délai de 5 jours calendaires, une nouvelle date.

Ce report n'entraîne aucun droit à indemnité.

3-4-2- Annulation à l'initiative du pouvoir adjudicateur

En cas d'annulation intervenant 5 jours ouvrés avant la date de la session, le titulaire pourra bénéficier du remboursement des frais éventuellement engagés sur production d'un état justificatif dûment approuvé par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 - Utilisation des résultats et propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – PI s'appliquent.

Article 5 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD

pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.
Le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions du pouvoir adjudicateur et à informer celui-ci, le cas échéant, des traitements effectués par un sous-traitant.

Les parties s'engagent à informer les personnes concernées, au moment de la collecte, de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données) et à leur transmettre l'adresse du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur. Celui-ci est chargé de centraliser leurs demandes d'exercice de leurs droits et d'y donner suite, avec l'aide du fournisseur si nécessaire.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur est : dpo@insp.gouv.fr.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toute violation des données et à y remédier. Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur se charge de notifier les violations de données à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Les données à caractère personnel sous-traitées dans le cadre du présent marché sont définies ci-dessous. A ce titre, les données feront l'objet de traitements puis seront détruites à la fin du présent marché.

- Données à caractère personnel sous-traitées : noms, prénoms, courriel, numéro de téléphone personnels ou professionnels, employeur et intitulé du poste, images (photos et vidéos) ;
- Catégories de personnes concernées : participants au module, accompagnateurs et intervenants ;
- Finalité(s) du traitement : compléter les fiches d'émargement ;
- Nature du traitement : utilisation, conservation et destruction.

Le prestataire s'engage à supprimer de manière définitive toutes les données fournies par l'INSP dès que les traitements pour lesquels elles ont été collectées sont terminés. Le prestataire doit fournir une confirmation écrite de la suppression des données au DPO de l'INSP (dpo@insp.gouv.fr) dans un délai de 14 jours suivant la fin des traitements. Cette confirmation doit inclure une description des méthodes utilisées pour assurer la suppression complète et irréversible des données.

Le titulaire s'engage à prendre des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données et à préciser celles-ci au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du CCAG – PI, aucune pénalité n'est prévue, exceptée celle indiquée à l'article 14.2 du CCAG.

Article 6 - Respect du principe de neutralité et de laïcité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité de celle-ci.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution de la formation, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale tous les participants, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Les intervenants s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques

ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie la formation, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des participants à la formation et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Le pouvoir adjudicateur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire prennent alors des mesures pour y remédier.

Article 7 - Prix et règlement

7-1- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

7-2- Forme du prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires et à prix forfaitaires au vu du Bordereau des Prix (BP) annexé à l'acte d'engagement.

7-3- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- les frais de cessions de droit liés à l'utilisation des résultats ;
- les frais de déplacement (hôtellerie, restauration, transports) ;
- l'ensemble des livrables inscrit au CCTP ;
- les mises à jour mineures du contenu pédagogique (moins de 10 % du contenu) ;
- les réunions de lancement, de préparation, de suivi de marché et de validation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché.

7-4- Révision des prix

Les prix du marché sont réputés fermes pendant douze mois (12 mois). Ils sont par la suite révisables annuellement, à la date anniversaire de notification du marché.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 * \left[\left(\frac{I}{I_0} \right) \right]$$

- P = prix actualisé
- P_0 = prix réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (M_0) ;
- I = valeur du dernier indice Syntec connu définitif à la date de révision du prix (<https://www.syntec.fr/>)
- I_0 = valeur du dernier indice Syntec connu définitif au mois M_0 (<https://www.syntec.fr/>)

Si le titulaire souhaite bénéficier de la révision du prix, il notifie au service facturier (SFACT), à l'adresse courriel SFACTDEPENSES-AC@insp.gouv.fr, ses nouveaux prix au plus tard au moment du dépôt de la première facture après la date anniversaire du marché.

La formule de calcul, les indices utilisés et la variation des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif. A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors de trente jours pour accepter la variation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

L'utilisation d'une formule différente entraînera le rejet de la révision des prix et le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour effectuer une autre demande de révision. A défaut, les prix ne seront pas révisés.

7-5- Clause de sauvegarde

En cas de hausse du prix supérieure à 7 % (sept pour cent) sur douze mois glissants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, le marché.

7-6- Modalités de règlement

7-6-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation au vu de la facture et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement par mandat administratif.

7-6-1-1 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG – PI s'applique.

7-6-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;

- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'INSP : 197 534 639 00020 – code service : DL

Pour les micro-entreprises, il existe un lien pour les guider dans leurs démarches sur chorus-pro.gouv.fr :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

7-6-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

7-6-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux IM.

Article 8 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre sous réserve que l'économie du marché ne soit pas modifiée. Un avenant sera alors établi.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier, en cours d'exécution, avec l'accord du titulaire, les caractéristiques suivantes :

- **Nombre de participants** : réduction ou augmentation du nombre de participants du module, dans la limite de vingt personnes à la hausse ou à la baisse.
- **Durée du module** : augmentation de la durée du module dans la limite d'une demi-journée à la hausse.
- **Montant des prestations** : le montant maximum du module pourra être révisé, **à la hausse ou à la baisse**, en fonction :
 - de la variation du nombre de participants ;
 - et/ou de la réduction/augmentation de la durée du module.

Dans tous les cas, le montant maximum par module ne pourra excéder un total de **33 500 € HT**.

Ces modifications peuvent entraîner des changements du Bordereau des Prix (BP).

Elles sont enclenchées après discussion avec le titulaire, dans la limite de trois fois sur la durée totale du marché.

Article 9 - Contrôles de la bonne exécution du marché

9-1- Opérations de vérifications

Les formations font l'objet de vérifications effectuées par l'équipe pédagogique de l'INSP au vu du bilan pédagogique, complété des évaluations des élèves, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG – PI, les opérations de vérification se feront en dehors de la présence du titulaire.

9-2- Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du CCAG – PI, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Le montant cumulé de l'ensemble des pénalités, hors pénalités de retard (article 9-2-1 du

présent CCAP), ne peut dépasser 15% du montant total du marché.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

9-2-1- Pénalités de retard

En cas de retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la production de toute documentation demandée dans le cadre du présent marché : 50 EUR par jour ouvré de retard.
- Retard dans le démarrage d'une journée de session de formation : 100 EUR par heure de retard.

9-2-2- Pénalités relatives à l'annulation des formations

- Annulation non justifiée au préalable d'une session de formation de la part du titulaire à moins de 20 jours ouvrés de la formation : 30 % du montant de la session.
- Annulation non justifiée au préalable d'une session de la part du titulaire à moins de 5 jours ouvrés : 50 % du montant de la session.

Dans ces cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation pour les travaux préparatoires à la prestation annulée.

Article 10 - Documents à remettre par le cocontractant pendant toute la durée du marché

Conformément aux articles D. 8222-5, D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail, le cocontractant fournira tous les six mois, les pièces et attestations mentionnées aux articles précités, applicables au statut du cocontractant sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse URL suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Article 11 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

Article 12 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à l'article 45 du CCAG – PI. Par dérogation à cet article, l'exécution aux frais et risques peut s'appliquer à toutes les prestations dont les délais d'exécution ne sont pas respectés, avec ou sans résiliation du marché.

Article 13 - Litiges et différends

L'organe chargé des procédures de médiation est le Comité consultatif inter-régional de

règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de la Préfecture de Meurthe-Et-Moselle.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 14 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- L'article 5 du présent CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG – PI.
- L'article 9-1 du présent CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG – PI.
- L'article 9-2 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG – PI.
- L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG – PI.